



## PAR COURRIEL

[REDACTED]  
Montréal, le 14 décembre 2023

### **Objet : Accusé de réception - Demande d'accès ND1490103**

Bonjour,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès, datée du 13 décembre 2023 et reçue à nos bureaux le même jour, visant à accéder aux documents suivants :

- Les plaintes déposées par des médecins au Secrétariat à l'adoption internationale à partir de 1995 jusqu'en 2007 concernant des enfants adoptés en Roumanie;
- Les signalements faits par des médecins au Secrétariat à l'adoption internationale à partir de 1995 jusqu'en 2007 concernant des enfants adoptés en Roumanie;
- Les plaintes déposées au Service à l'adoption internationale à partir de 1995 jusqu'en 2007 concernant l'Agence québécoise d'adoption internationale (Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1143010933) concernant des enfants adoptés en Roumanie;
- Les échanges entre l'Agence québécoise d'Adoption internationale, la direction des services professionnels du CHU Sainte-Justine, la direction des affaires extraministérielles et de la vérification du Québec et le Secrétariat à l'adoption internationale de 1995 à 2007, concernant des enfants adoptés en Roumanie.

Au terme des recherches effectuées dans le cadre du traitement de votre demande, nous constatons que BANQ ne détient aucun des documents demandés.

Nous vous suggérons de contacter la responsable de l'accès à l'information du ministère de la Santé et des Services sociaux :

[https://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/acces\\_info/responsable-de-l-acces-a-l-information-et-responsable-de-la-protection-des-renseignements-personnels/](https://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/acces_info/responsable-de-l-acces-a-l-information-et-responsable-de-la-protection-des-renseignements-personnels/)

Madame Dominique Breton, sous-ministre adjointe  
Direction générale des affaires institutionnelles et des opérations  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Édifice Catherine-De Longpré

1075, chemin Sainte-Foy, 3e étage  
Québec (Québec)  
G1S 2M1

Téléphone : 418 266-8864  
Télécopieur : 418 266-7024  
Courriel : [Responsable.acces@msss.gouv.qc.ca](mailto:Responsable.acces@msss.gouv.qc.ca)

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

  
\_\_\_\_\_  
Me Anne Milot

Secrétaire générale et directrice des affaires juridiques et de la commercialisation

Responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels

p. j. avis de recours

## AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

Édifice Lomer-Gouin  
575, rue St-Amable  
Bureau 1.10  
Québec (Québec) G1R 2G4  
Téléphone : (418) 528-7741  
Télécopieur : (418) 529-3102

#### Montréal

500, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7  
Téléphone : (514) 873-4196  
Télécopieur : (514) 844-6170

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

## APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

### a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

### b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

### c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.